

ALPES DU SUD

HAUTES-ALPES

Désenclavement routier : la bonne voie à suivre ?

Les conseillers départementaux se sont réunis mardi 21 septembre à Gap pour débattre notamment du désenclavement routier du département. Un sujet qui préoccupe beaucoup les élus, soulignant la sécurité des habitants et l'accessibilité de certains lieux.

Ils espèrent ne pas faire fausse route. C'est aussi à cela que sert la séance du conseil départemental à laquelle les élus ont participé mardi 21 septembre à Gap. À s'accorder et à choisir ensemble les bonnes décisions pour filer, en ligne droite, vers la meilleure solution.

Au cœur des débats, le désenclavement routier du département. Avec une route en ligne de mire : la RD 942, qui relie Tallard à Chorges via la vallée de l'Avance. Il est question de mener « une étude de désenclavement sur cet itinéraire qui bloque l'accès à nos stations l'hiver », explique Marcel Cannat, vice-président en charge des routes, ajoutant la possibilité d'élargir cette étude à la RD 900B en direction de Remollon, pour désenclaver



Les conseillers départementaux ont parlé désenclavement routier ce mardi 21 septembre.

Photo Le DL/VINCENT OLLIVIER

aussi ce secteur.

Déviations à Remollon : « Il y a vraiment urgence »

Il ajoute être aussi en manque de solutions concernant le désenclavement au sud de la rocade de Gap sur la RN 85. « Vous souhaitez qu'on porte la maîtrise d'ouvrage de cette opération pour désenclaver un peu notre département lorsque la rocade sera faite »,

indique Marcel Cannat. « N'attendons pas que la rocade soit faite pour mener des études, sur la RN 85 entre Gap et Tallard », rétorque Jean-Marie Bernard, président du Département.

Joël Bonnaïffoux, conseiller départemental du canton de Chorges et élu d'opposition, remercie Marcel Cannat d'avoir pris en compte la commune de Remollon et sa demande de déviation, qui permettrait de déporter le passage des poids lourds (italiens ou d'Europe de l'Est). « Il y a vraiment urgence. Concernant la vallée de l'Avance, route de plus en plus fréquentée, il n'y aura pas de gros investissements mais ce sera surtout les virages et l'accès à Notre-Dame du Laus

qu'il faudra étudier », ajoute le conseiller d'opposition.

Pour cette étude concernant le désenclavement de la vallée de l'Avance, positionnée en grande partie sur le territoire du canton de Tallard, Jean-Baptiste Aillaud, son conseiller, souhaite que les communes traversées y soient associées. Sans ça, il estime cette étude « vouée à un échec certain ». Et le conseiller de réagir aux problématiques

« Faciliter l'accès aux stations de ski du grand Briançonnais est l'objectif majeur de ce projet. Les conditions sont aujourd'hui réunies pour faire aboutir ce projet essentiel pour les Hautes-Alpes afin de faciliter la mobilité au sein du département du nord au sud. »

Rémi Roux, conseiller départemental de L'Argentière-la-Bessée

ques d'accessibilité au sanctuaire de Notre-Dame du Laus et de la traversée du village de Saint-Étienne-le-Laus : « Nous avons été interpellés à de nombreuses reprises par les élus de ce secteur. »

Chloé RISTE

LA DATE

■ **Puy-Saint-Vincent du domaine skiable avant tout le monde**
La station de Puy-Saint-Vincent, stade d'entraînement des clubs et pour le grand public au 27 novembre si le permettant. Après l'ouverture des Écrins ne va pas être le domaine skiable des Alpes du Sud.

PREMIER SALON

900 offres à pourvoir

Le premier e-salon Emploi et formation du groupe Ebra (groupe des journaux de l'Est de la France) s'est ouvert ce mardi matin, 21 septembre. Entièrement virtuel, ce rendez-vous met à disposition des visiteurs plus d'un million d'offres d'emploi de formations, directement visibles en quelques clics.

Le coup d'envoi du premier e-salon Emploi et formation du groupe Ebra a été donné ce mardi matin, 21 septembre, pour trois jours de rencontres et de conférences. Pour la première fois, les neuf journaux de presse quotidienne régionale du groupe sont réunis pour proposer un rendez-vous unique, pratique et accessible à tous, à partir d'un ordinateur ou d'un smartphone.

Mardi matin, les connexions ont déclenché pas moins de 1 226 visites uniques des statistiques d'exposants.

Présentes dans 23 départements de l'Est de la France, les équipes du groupe ont réuni une centaine d'intervenants des territoires de Rhône-Alpes/Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, avec l'objectif de mettre en relation offres et demandes, de nombreux secteurs. Les recruteurs ont besoin de personnes motivées.

Dès l'accès au salon, une liste exhaustive des offres que proposent les employeurs est facilement accessible au centre de la page. Ensuite, une liste de filtres permet de resserrer sa recherche.

Du boulot, des formations et des conférences

Les premiers chiffres du e-salon Emploi et formation du groupe Ebra confirment l'attente r

Dangerosité des camions et RD 1075 en compléments

■ **RD 1075 : « J'aimerais qu'on dépoussière les études qui ont été faites »**

Anne Truphème, conseillère d'opposition du canton de Laramont-Montéglin, profite de l'occasion pour évoquer le cas de la RD 1075. « On a toujours 25 000 véhicules qui traversent nos communes dans le sud du département. J'aimerais que la RD 1075 soit aussi mise sur le tapis, qu'on retravaille le sujet, qu'on dépoussière les études qui ont été faites. » Ce à quoi répond Jean-Marie Bernard : « On a un programme de travaux à réaliser. La réalisation se fait en fonction des cofinancements qu'on pourra obtenir. [...] Il y a des opérations sur lesquelles on a des certitudes en termes de choix techniques. À Remollon, la question ne se pose pas. La solution est de faire une déviation, c'est une issue vers les Alpes-de-Haute-Provence avec un potentiel touristique important. C'est peut-être de nature à nous aider à obtenir des financements auprès de la Région. »

■ **Les camions jugés dangereux, Valérie Rossi a peut-être trouvé la solution**

La dangerosité du passage des camions est une fois de plus soulevée. « Il faut qu'on trouve un vrai interlocuteur pour signaler comme interdite la circulation sur les petites routes. » Les étrangers, qui se reposent souvent sur leur GPS, passent par les petites routes, parfois même en hiver avec des pneus lisses. « Même un Haut-Alpin n'y passerait pas avec une camionnette mais eux le font », poursuit le président. « Pour ce qui concerne la traversée de Puy-Sanières, avec un tout petit pont en pierre, on a mis des panneaux en langues slaves et j'ai l'impression que ça a marché », souligne Valérie Rossi, conseillère d'opposition du canton de Chorges.

C.R.

1,8 MILLION

C'est, en euros, la somme nécessaire pour la modernisation et l'entretien du réseau routier départemental, dont 260 000 € pour les travaux d'entretien et travaux urgents sur l'ensemble du réseau routier.

Parmi les autres sujets

■ Collèges

Le Département communique chaque année les préconisations concernant la présentation du budget par un document adressé à chaque établissement. Des préconisations établies avec les chefs d'établissement. Pour l'année 2022, le budget global s'élève à plus de 2,1 millions d'euros pour les 11 collèges publics et les trois cités scolaires et 180 000 € pour le collège privé Saint-Joseph. « On a une légère augmentation des effectifs cette année (+ 25 élèves). Sur 6 000 collégiens, ça peut paraître

anodin mais c'est important pour un département qui avait l'habitude d'en perdre », explique Maryvonne Grenier, 2^e vice-présidente en charge de l'Éducation, des collèges et de la jeunesse.

■ Lutte contre la pauvreté et accès à l'emploi

Le 12 juillet 2019, le département des Hautes-Alpes s'est engagé dans de nouvelles relations contractuelles avec l'État dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté. Le but : porter des objectifs

en commun. Cette stratégie repose sur quatre engagements : prévenir les sorties sèches pour les jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance, retrouver le travail social pour toutes les familles, garantir l'insertion des bénéficiaires du RSA et mettre en œuvre des actions d'initiative départementale complémentaires en faveur de la lutte contre la pauvreté. L'enveloppe globale 2021 en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi au sein du département des Hautes-Alpes s'élève à 895 148 €.

C.R.